

tre. Aurais-je raison de penser que c'est par conséquent lui le ministre chargé de faire rapport de cette étude?

Le sénateur Olson: Non, je n'ai pas dit que je serais le ministre chargé de faire rapport de cette étude. Quant à l'autre aspect, la mémoire de mon honorable ami est également fautive. En fait l'ordre de renvoi provient directement d'une réunion des premiers ministres, et c'est évidemment le premier ministre du Canada qui l'a transmis au Conseil économique du Canada. Je tiens en outre à signaler à mon honorable ami que même s'il n'a pas réussi à saisir ma réponse, celle-ci était en l'occurrence tout à fait complète et exacte, comme il pourra le constater demain en lisant attentivement le compte rendu.

Le sénateur Doody: Si je n'arrive pas à la saisir demain, l'honorable sénateur promet-il au moins de me fournir d'autres indices au fur et à mesure que la partie s'engagera?

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je promets de ne jamais y renoncer.

LES ÉDIFICES DU PARLEMENT

LE DÉMÉNAGEMENT TEMPORAIRE DES SÉNATEURS DE L'ÉDIFICE DE L'EST

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, le sénateur Graham est maintenant parmi nous et possède quelque information au sujet de la question soulevée plus tôt. Je me permettrai d'ajouter pour les fins du compte rendu que le sénateur Graham était présent plus tôt ce soir et qu'il ne s'est absenté que très brièvement pour une affaire importante.

L'honorable Jacques Flynn (leader de l'opposition): Il accompli également un travail formidable.

● (2040)

L'honorable B. Alasdair Graham: Honorables sénateurs, je voudrais revenir sur les questions posées au sujet du sommet économique et de l'affectation de locaux dans l'édifice de l'Est et ailleurs. Immédiatement après avoir entendu les plaintes exprimées ici la semaine dernière, j'ai communiqué avec M. Derek Burney, qui est l'administrateur pour la conférence au sommet de 1981. Je le rencontrerai demain, et il se présentera jeudi matin à 11 heures devant le comité de la régie intérieure, des budgets et de l'administration pour donner toutes les explications nécessaires sur la situation, le programme et les plans pour le sommet économique, en ce qui a trait aux locaux qui seront requis.

L'honorable Martial Asselin: Honorables sénateurs, ma question supplémentaire s'adresse au président du comité. N'est-il pas vrai que lorsque nous avons demandé de vous rencontrer, vous et les autres membres du comité, vous nous avez dit que s'il fallait déménager, alors les députés à la Chambre des communes qui occupent un bureau au premier étage devraient déménager aussi?

Le sénateur Graham: Honorables sénateurs, ce que j'avais cru comprendre à ce moment-là, c'est qu'il y aurait des déménagements. A ce moment-là, je ne pouvais pas, je ne voulais pas et je n'étais pas en mesure de donner l'assurance que tous les députés de l'autre endroit qui sont logés dans l'édifice de l'Est seraient obligés de déménager exactement en même temps que les honorables sénateurs qui ont leur bureau

au deuxième étage. J'avais cru comprendre qu'à un moment donné, pour des raisons de sécurité, l'immeuble serait vidé de ses occupants, ou enfin que la plupart des occupants actuels de l'immeuble devraient déménager.

L'honorable Joseph-Philippe Guay: Honorables sénateurs, je pense qu'il serait peut-être plus sage d'attendre l'issue de la rencontre de jeudi matin mais je ne voudrais pas laisser au sénateur Graham la fausse impression que nous avons tous tort et qu'il a raison. Lors de cette première réunion du comité dont il est président, on a demandé et de nombreux sénateurs l'ont mentionné—pourquoi on déplaçait les sénateurs alors que les membres de l'autre endroit demeuraient au rez-de-chaussée. Un sénateur en particulier, en fait il appartenait à l'opposition—a demandé que ce ne soit pas seulement les sénateurs qui soient déménagés mais que tous les parlementaires soient déménagés à ce moment-là.

Je voudrais dire au sénateur Graham et aux autres sénateurs que mon ouïe est excellente et que je me souviens fort bien—et je ne demande à personne de confirmer ce que je vais dire—que lors d'une réunion ultérieure, on nous a dit que non seulement les sénateurs devraient déménager mais aussi les députés.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Guay: Je tiens à dire cela maintenant au sénateur Graham afin que jeudi matin, lui et l'administrateur soient en mesure de nous donner les raisons de ce revirement dans cette affaire.

Le sénateur Graham: Honorables sénateurs, pour ce qui est de cette question en particulier, on doit comprendre que les principales réunions de la conférence au sommet qui aura lieu à Ottawa se tiendront dans les locaux fournis au deuxième étage, et que les chefs des différents pays participants occuperont les locaux qu'occupent présentement les sénateurs au deuxième étage. C'est ce qui explique que pour des raisons de sécurité et aussi parce qu'il faut installer un réseau de communications très complexe dans ces locaux que les sénateurs devront libérer les bureaux qu'ils occupent dans cet édifice avant les députés de l'autre endroit.

L'honorable Jack, Marshall: Honorables sénateurs, j'ai une question supplémentaire à poser à propos de sécurité. D'après ce que j'ai compris nous devons libérer les locaux aussi longtemps à l'avance pour que l'on puisse prendre des mesures de sécurité, et je puis comprendre cela; mais j'imagine difficilement qu'on puisse assurer la sécurité de ceux qui participeront à la conférence au sommet alors qu'il y aura encore des gens non seulement au premier étage—par exemple les députés et les ministres de l'autre endroit—mais aussi au troisième, où il y a des fonctionnaires, des commis, des messagers et des agents de sécurité. Comment peut-on concilier le fait que nous présentions des risques et les autres pas?

De plus, il est difficile d'accepter qu'une conférence au sommet qui ne siègera qu'une seule journée au deuxième étage soit d'une importance si vitale pour le monde et pour la situation économique pour qu'on nous demande à nous, les sénateurs, qui ne faisons de tort à personne, de vider les lieux parce qu'on nous considère comme un risque du point de vue sécurité.